

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron
Cellule risques accidentels et risques chroniques

Albi, le 23/02/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/02/2022

Contexte et constats

Publié sur



OMNI CUIR

36 rue du Cardinal Roques
81300 GRAULHET

Références : 81-CRARC-2022-17

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/02/2022 dans l'établissement OMNI CUIR implanté 36 rue du Cardinal Roques 81300 GRAULHET. L'inspection a été annoncée le 26/01/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- OMNI CUIR
- 36 rue du Cardinal Roques 81300 GRAULHET
- Code AIOT dans GUN : 0006802292
- Régime : Autorisation

OMNI CUIR est une installation de mégisserie.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- prévention de la pollution de l'eau
- risque incendie
- produits chimiques
- déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à

l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Propositions de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection
Matériel de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 05/12/2016 article : 4.2	Susceptible de mise en demeure si non respect du délai de 2 mois
Matériel électrique	Arrêté Ministériel du 25/07/2001 article : 3.6	Susceptible de mise en demeure si non respect du délai de 2 mois
Déchets	Arrêté Préfectoral du 11/02/1980 article 11	Susceptible de mise en demeure si non respect du délai de 2 mois

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Propositions de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection
Situation administrative	AP Complémentaire du 28/09/2020, article 1	Sans suite
Rejets aqueux	AP Complémentaire du 28/09/2020, article 3	Sans suite
Mesures organisationnelles et techniques	AP Complémentaire du 28/09/2020, article 4	Sans suite
Diagnostic des sols	AP Complémentaire du 28/09/2020, article 5	Sans suite
Produits chimiques	Arrêté Ministériel du 02/05/2002, article 3.3	Sans suite

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les faits non conformes relevés dans le tableau ci-dessus nous conduisent à proposer à Monsieur le préfet de laisser un délai de 2 mois à l'exploitant pour les lever. En cas de non-respect de ce délai, une mise en demeure de l'exploitant de se mettre en conformité sera proposé à Monsieur le préfet en application de l'article L.171.8 du code de l'environnement.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/09/2020, article 1			
Thème(s) : Situation administrative			
Prescription contrôlée : Le tableau du courrier préfectoral du 21 mai 2015 fixant le classement des activités exploitées par la société OMNICUIR, dont le siège social est situé au 36, rue du Cardinal Roques à Graulhet (81 300) est remplacé par le tableau suivant :			
N° de la rubrique	Installations et activités concernées	Éléments caractéristiques et volume autorisé	Régime
2350-b	Tanneries, mégisseries, et toute opération de préparation des cuirs et peaux à l'exclusion des opérations de salage en annexe des abattoirs et de la teinture à l'exclusion des installations dont les activités sont classées au titre de la rubrique 3630. La capacité de production étant : b) Supérieure à 100 kg /j, mais inférieure ou égale à 5t/j	900 kg/j	DC
2351-2	Teinture et pigmentation de peaux. La capacité de production étant : 2. supérieure à 100 kg/j, mais inférieure ou égale à 1 t/j.	600 kg/j	DC
2355	Dépôts de peaux y compris les dépôts de peaux salées en annexe des abattoirs. La capacité de stockage étant supérieure à 10 t.	25 t	D
2360-2	Ateliers de fabrication de chaussures, maroquinerie ou travail des cuirs et des peaux. La puissance maximum de l'ensemble des machines pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation étant : 2. supérieure à 40 kW, mais inférieure ou égale à 200 kW.	485 kW	A
2940-2b	Vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc. (application, cuisson, séchage de) sur support quelconque (métal, bois, plastique, cuir, papier, textile...), à l'exclusion : - des activités de traitement ou d'emploi de goudrons, d'asphaltes de brais et de matières bitumineuses, couvertes par la rubrique 1521 ; - des activités couvertes par les rubriques 2445 et 2450 ; - des activités de revêtement sur véhicules et engins à moteurs couvertes par la rubrique 2930 ; - ou de toute autre activité couverte explicitement par une autre rubrique. 2. Lorsque l'application est faite par tout procédé autre que le « trempé » (Pulvérisation, enduction...). Si la quantité maximale de produits susceptible d'être mise en œuvre est : b) supérieure à 10 kg/j, mais inférieure ou égale à 100 kg/j.	70 kg	DC
4718-2	Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2 (y compris GPL) et gaz naturel (y compris biogaz affiné, lorsqu'il a été traité conformément aux normes applicables en matière de biogaz purifié et affiné, en assurant une qualité équivalente à celle du gaz naturel, y compris pour ce qui est de la teneur en méthane, et qu'il a une teneur maximale de 1 % en oxygène. La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines (strates naturelles, aquifères, cavités salines et mines désaffectées hors gaz naturellement présent avant exploitation de l'installation) étant : 2.b. Supérieure ou égale à 6 t mais inférieure à 50 t	42 t	DC
Constats : Il n'y a pas de modifications du tableau de classement de la nomenclature ICPE pour les activités de cette installation. Au second semestre 2022, Richard BASTIE, actuel gérant de l'installation, céderera son exploitation à ses deux filles Elodie SUAU et Sandrine BASTIE qui seront co-gérantes.			
Type de suites proposées : Sans suite			

Nom du point de contrôle : Rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/09/2020, article 3												
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux												
Prescription contrôlée : Les dispositions fixées au B-10 des prescriptions annexées à l'arrêté préfectoral du 11 février 1980 sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes : « Avant rejet dans un réseau d'assainissement collectif aboutissant à une station de traitement des eaux usées, lorsque le flux maximal apporté par l'effluent est susceptible de dépasser 15 kg/j de MEST ou 15 kg/j de DBO5 ou 45 kg/j de DCO : <ul style="list-style-type: none">• 5,5 < pH < 8,5 (9,5 en cas de neutralisation alcaline) ;• Température < 30 °C ;• Matières en suspension (MES) < 600 mg/l ;• DCO < 2 000 mg/l ;• DBO₅ < 800 mg/l ;• Chrome < 9 mg/l et < 0,73 kg/j. Ces valeurs limites ne sont pas applicables lorsque les valeurs maximales du flux précitées ne sont pas dépassées et lorsque l'autorisation de déversement dans le réseau public prévoit une valeur supérieure.												
Constats : Ces valeurs limites sont respectées globalement sur l'année 2021. Pour cette année 2021, les flux moyens annuels en MEST, DBO5 et DCO sont inférieurs aux valeurs limites de ces flux. <table><tr><td></td><td>Flux moyens (en kg/j)</td><td>Flux limites (en kg/j)</td></tr><tr><td>MEST</td><td>3,29</td><td>15</td></tr><tr><td>DBO5</td><td>12,55</td><td>15</td></tr><tr><td>DCO</td><td>40,02</td><td>45</td></tr></table>		Flux moyens (en kg/j)	Flux limites (en kg/j)	MEST	3,29	15	DBO5	12,55	15	DCO	40,02	45
	Flux moyens (en kg/j)	Flux limites (en kg/j)										
MEST	3,29	15										
DBO5	12,55	15										
DCO	40,02	45										
Type de suites proposées : Sans suite												

Nom du point de contrôle : Mesures organisationnelles et techniques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/09/2020, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Mesures organisationnelles et techniques
Prescription contrôlée : <u>Dans un délai n'excédant pas 2 ans</u> à compter de la notification du présent arrêté, la société OMNICUIR met en place les mesures et dispositions organisationnelles et techniques permettant de respecter les valeurs limites du rejet mentionnées à l'article 3 précité. Ces mesures concernent : <ul style="list-style-type: none">• installations de prétraitement (mise en place d'un dégrilleur...) ;• mise en place d'un prétraitement physico-chimique ;• couverture éventuelle des bassins extérieurs ; séparation des baignoires chargées en chrome et mise en place d'une cuve de stockage permettant de conserver les effluents très concentrés en chromes et de les envoyer sur l'unité de déchromatation de la station communale de traitement des eaux usées de Graulhet ;
Constats : Le financement de l'agence de l'eau pour ces travaux est acté. Les travaux seront lancés prochainement par l'exploitant. Ils comprendront la mise en place d'un dégrilleur, d'un système de correction de pH par soude, d'un prétraitement physico-chimique et la vidange des bassins actuels. Des devis de deux sociétés sont présentés à l'inspecteur.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Diagnostic des sols

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/09/2020, article 5
Thème(s) : Risques chroniques, Diagnostic des sols
Prescription contrôlée : <u>Dans un délai n'excédant pas 2 ans</u> à compter de la notification du présent arrêté, la société OMNICUIR réalise un diagnostic de sol afin de rechercher la présence des substances mises en œuvre actuellement ou par le passé. Pour cela, il pourra s'appuyer sur la méthodologie nationale définie dans la note du 19 avril 2017. Les résultats de cette étude devront être transmis à l'inspection des installations classées à l'issue de sa réalisation et de la consolidation de son rapport.
Constats : L'exploitant va prochainement établir un devis de diagnostic des sols pour sa réalisation avant le 28/09/2022.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Matériel de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article 4.2
Thème(s) : Risques accidentels, Matériel de lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : Les différents matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an. L'installation est équipée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques notamment : a) Pour toutes les installations : - des extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés ; [...] b) Pour les parties de l'installation à risque comme définies à l'article 4.3 ci-après : - chaque partie de l'installation est desservie par un appareil d'incendie (bouche, poteaux...) d'un réseau public ou privé, situé à moins de 200 mètres de celle-ci et garantissant, a minima, un débit minimum de 60 m ³ /h sous une pression minimum de un bar durant deux heures. À défaut, une réserve d'eau d'au moins 120 m ³ destinée à l'extinction est accessible en toute circonstance. Pour les installations existantes au sens de l'article 2 du présent arrêté , la distance maximale à l'appareil d'incendie est portée à 400 mètres.
Constats : Le dernier contrôle des extincteurs a été réalisé par la société SGSI, le 15 janvier 2020. Aucun contrôle n'a été réalisé pour l'année 2021. L'exploitant précise qu'il va faire un nouveau contrôle rapidement. Chaque partie de l'installation est desservie par les poteaux incendie n°105089 et n° 105016 ayant un débit de 34 m ³ /h et 35 m ³ /h situés à moins de 200 mètres. L'inspecteur demande à l'exploitant de vérifier ces deux débits auprès du SDIS 81 dans un délai de 2 mois.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

Nom du point de contrôle : Matériel électrique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/07/2001, article 3.6
Thème(s) : Risques accidentels, Matériel électrique
Prescription contrôlée : Toutes les installations électriques sont entretenues en bon état et sont contrôlées, après leur installation ou leur modification par une personne compétente. La périodicité, l'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques ainsi que le contenu des rapports relatifs aux dites vérifications sont exécutés selon les règles de l'art, conformément aux législations et réglementations en vigueur.
Constats : Un contrôle annuel est effectué par l'organisme agréé APAVE qui mentionne les défauts relevés dans son rapport de contrôle. Dans le rapport concernant l'intervention du 4 février 2021, 14 défauts sont relevés. L'inspecteur rappelle qu'il doit être remédié à toute défaut relevée dans les délais les plus brefs. Pour cela, l'inspecteur demande à l'exploitant de lui transmettre un planning de correction de ces 14 défauts avec justification pour chacune d'entre elles, dans un délai de 2 mois.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

Nom du point de contrôle : Produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/05/2002, article 3.3
Thème(s) : Risques chroniques, Produits chimiques
Prescription contrôlée : L'exploitant a à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité prévues par le code de travail. Les fûts, réservoirs et autres emballages portent en caractères très lisibles le nom des produits et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.
Constats : L'exploitant dispose de l'ensemble des fiches de sécurité, tenus à jour de ses produits chimiques. Deux produits régulièrement utilisés sont vérifiés par l'inspecteur : le coriacide Black AF 135 (colorant noir utilisé dans l'atelier Rivières) et le Melio Resin A-943 liq (résine acrylique aqueuse). Pour ces deux produits, le contenu des deux fiches de sécurité sont respectées et l'inspecteur note la présence et la lisibilité des noms de produits et symboles de danger sur les fûts, réservoirs et emballages.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/02/1980, article 11
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Prescription contrôlée : Tout déversement dans le milieu naturel de débris organiques, vieux emballages, papiers et déchets de fabrication sera strictement interdit.
Constats : L'inspecteur constate la présence de 4 sacs éventrés, parmi une vingtaine de sacs contenant des poussières de dérayeuse et de velouteuse, stockés sur sol naturel. L'exploitant s'engage à évacuer rapidement l'ensemble des sacs par la société OSIS et à les stocker à l'avenir dans un local fermé qu'il construira avant la fin de l'année. L'inspecteur demande à l'exploitant de lui transmettre les justificatifs d'évacuation des sacs, dans un délai de 2 mois.
Type de suites proposées : Susceptible de suites